



## Opération essaim de feu

Par [Général Fabio Mini](#)

Mondialisation.ca, 09 octobre 2007

[L'espresso](#) 9 octobre 2007

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)



### ***Le général Fabio Mini***

« Tout est prêt, en vue de la guerre. L'offensive ne frappera pas seulement les installations nucléaires, mais elle anéantira toute la puissance iranienne. En concentrant les forces offensives les plus modernes sous la forme de hordes semblables à celles de Gengis Khan. »



#### *L'usine nucléaire iranienne de Bushehr*

Ceux qui pensaient que le feu vert à l'attaque israélo-américaine contre l'Iran serait venu du Congrès des Etats-Unis étaient dans l'erreur. Comme étaient dans l'erreur ceux qui pensaient qu'un président Bush frustré par le chaos irakien, par la situation en Afghanistan et par les pressions du lobby militaro-industriel aurait fini par décider seul. C'est grâce aux déclarations du nouveau ministre français des Affaires étrangères que l'attaque contre l'Iran aura lieu. Dans ces années de menaces et de contre-menaces, d'excuses et de prétextes pour faire la guerre, les seuls propos « révélateurs » jamais formulés jusqu'ici sont ceux contenus dans la phrase laconique en français : « nous devons nous préparer au pire ». Beaucoup l'ont prise comme une gaffe, d'autres y ont vu une provocation fanfaronne, d'autres encore l'ont considérée comme une incitation, et d'autres, enfin, comme une résignation devant un événement inéluctable. Cette phrase contient peut-être bien tout cela, mais l'essence profonde des propos de Kouchner est tout autre.

Durant ces quinze dernières années d'interventions militaires de divers types et dans toutes les régions du monde, des connexions et des affinités étranges se sont mises en place. Les armées sont intégrées par les entrepreneurs privés, les idéalistes le sont par les mercenaires, les affaires par l'idéologie, et la vérité s'est mêlée à des mensonges que même la logique de la propagande ne parvient plus à excuser. Et une des connexions les plus insolites est celle qui s'est réalisée entre militaires, intervenants humanitaires et politique étrangère, jusqu'à permettre que chacune de ces trois composantes puisse se reposer sur les deux autres. Le liant principal de cette alliance, c'est la concession de l'urgence. La politique étrangère a perdu son caractère de continuité des rapports entre les Etats, au sein des organisations internationales. Depuis longtemps, désormais, on se consacre à gérer des rapports d'urgence, des rapports temporaires liés à des intérêts ou à des positions transitoires, susceptibles de changer, à géométries variables.

D'autre part, cette politique de l'urgence est la seule qui permette des engagements limités et sélectifs. De plus, étant donné que l'ampleur de l'urgence peut faire l'objet de manipulation ou d'interprétation, elle peut être construite ou déconstruite, à volonté. Selon une même logique, les armées, durant ces quinze dernières années écoulées, se sont vouées exclusivement à l'émergence, de préférence à l'extérieur et pour des motifs ainsi dit humanitaires, de façon à s'assurer d'un consensus et d'un soutien. Il n'y a plus d'armée capable de défendre son propre territoire ou d'assurer la défense, en cas de guerre. Il est de plus en plus difficile de trouver un Etat qui soit menacé de guerre par un autre Etat, et toutes les armées du monde comptent, aujourd'hui, sur un préavis d'au moins douze mois pour mobiliser les ressources adéquates à la défense nationale. Les armées se sont, pour cette raison, spécialisées dans l'urgence, soit comme type, soit comme tempo et comme rythme de leurs interventions.

Quand Kouchner dit, candide, que nous devons nous « préparer au pire », il ne fait pas autre chose qu'interpréter une philosophie qui ne se donne pas pour objectif la recherche du mieux, de la solution la moins traumatisante, mais au contraire, de celle qui invoque la gestion de l'urgence par le politique, par l'instrument militaire et par des organisations humanitaires désormais liées avec du fil renforcé. C'est aussi l'aveu de l'incapacité de cette même politique à penser et à trouver des solutions durables, de l'incapacité des instruments militaires de gérer des situations conflictuelles jusqu'à la stabilisation complète ainsi que celui de l'incapacité des organisations humanitaires à résoudre les problèmes des gens dans une perspective à un terme un peu plus lointain que celle offerte par l'urgence. Enfin, Kouchner reconnaît que la somme de ces incapacités conduit inéluctablement à la guerre. Donc : partons en guerre !

Il est évident que, dans ces conditions, quelques coups de main soient nécessaires, qui garantissent la concrétisation de l'urgence et des interventions des diverses composantes : quelque chose doit se passer – ce que les analystes appellent « la gâchette » [trigger, ang.] – qui détermine l'urgence politique, il faut que la sécurité collective soit placée devant un danger immédiat, et il faut prévoir une catastrophe humanitaire (de la plus grande ampleur possible). On doit, en substance, avoir un appareil gestionnaire capable d' « inventer » l'urgence et d'en inventer une issue à même d'autoriser le détachement et le désengagement par rapport à la recherche d'une solution aux problèmes. L'attaque contre l'Iran rentre parfaitement dans ce cadre, et, tout bien considéré, il s'agit là d'un cadre désormais quasi achevé. La disponibilité des prétextes pour l'attaque est multiple.

L'idée que l'Iran voudrait développer une bombe nucléaire, et qu'il veule détruire Israël, est désormais largement admise par tout le monde. Certes, manquent encore les recoupements et les preuves, outre les fanfaronnades, mais il y a eu, par le passé, des témoignages de fanfaronnades terroristes qui se sont, de toute façon, concrétisées, et personne ne veut plus prendre de risque, fût-ce par amour de la vérité. L'idée d'une attaque iranienne, ou d'une attaque soutenue par l'Iran, contre les forces américaines présentes en Irak, quand bien même il n'en existe aucune preuve, est en train de convaincre même les plus sceptiques. Tôt ou tard, à force d'en parler et de l'évoquer, cela sera perçu comme une invite ou un défi, et l'attaque sera effectuée pour de vrai. La politique iranienne de soutien au Hamas et au Hezbollah rend Téhéran extrêmement vulnérable. Une perte de sang froid, ou une erreur, de la part de ces formations, suffirait à déclencher [contre l'Iran] une intervention militaire immédiate.



## *Un porte-avions américain*

La politique extérieure des plus grandes puissances, Europe comprise, s'est désormais habituée à l'idée qu'une intervention militaire serait en mesure de repousser l'Iran sur les positions qu'il avait, voici de cela une vingtaine d'années.

S'installe, par ailleurs, l'idée selon laquelle l'objectif n'est pas tant, ni seulement, celui d'empêcher la formation d'une puissance militaire, mais aussi celui d'éliminer ce pays en tant qu'acteur régional détenteur d'intérêts pétroliers et stratégiques dans toute l'Asie du Centre-Sud. Sur le plan militaire, tout est désormais prêt, et depuis longtemps. Les plans d'attaque sont en vigueur depuis 1979, époque de la crise à l'ambassade américaine en Iran, et ils ont été mis à jour au moyen des nouvelles technologies et structures. La thèse selon laquelle il s'agirait d'une attaque visant essentiellement les structures atomiques de l'Iran sans dommages collatéraux pour la population civile n'est qu'un fantasme pieux chez ceux qui sont désormais habitués à mentir. Même l'idée qu'elle puisse se limiter au territoire iranien est moins suspecte, parce que le but de l'obstination et de l'ostentation des ayatollahs, d'une part, et des israélo-américains, de l'autre, concerne des intérêts et des ambitions qui s'étendent très au-delà du Golfe persique.

Toute attaque, quelle qu'en soit la nature, produira des pertes énormes tant militaires que civiles, dès lors qu'on peut envisager une urgence nucléaire causée par des retombées radioactives ou une fuite de radiations. Une attaque, quelle qu'elle soit, ne pourra avoir pour objectif que la destruction pure et simple des structures défensives : bases aériennes et bases de missiles, dépôts d'armes, rampes de lancement mobiles, ports militaires, unités en cours de navigation, défenses anti-aériennes et radars, moyens terrestres mobiles et blindés, centres de communication, de commandement et de contrôle devront être éliminés avant, ou en même temps que l'attaque contre les installations nucléaires. Or, beaucoup de ces structures sont situées dans les principales concentrations de population.

Même en tenant compte des missiles de croisière les plus sophistiqués, des bombes intelligentes guidées sur les objectifs par des commandos israéliens et américains, depuis longtemps déjà à pied d'œuvre en Iran, une marge très élevée de dommages collatéraux demeure. Si, en lieu et place des bombes à explosif conventionnel « *bunker busters* », des mini-bombes nucléaires ou à fission, ou encore des bombes à neutrons étaient utilisées, le pourcentage des dommages pourrait augmenter, mais pas dans les proportions énormes affirmées par beaucoup d'observateurs.

Même la thèse selon laquelle des frappes chirurgicales seraient possibles avec une seule composante - aérienne et par missiles - est un miroir aux alouettes. Une action complète, visant, comme on dit vouloir le faire, à renvoyer le potentiel belliqueux iranien à l'âge de la pierre, présuppose des actions d'attaque multiple, au moyen de forces multiples, dans des temps restreints, de manière à interdire à l'adversaire, comme le disait le colonel Boyd, toute capacité de décision, de riposte et de contre-stratégie. L'action multiple doit également empêcher la rétorsion directe de la part des forces aériennes et maritimes iraniennes contre les installations et les transports de pétrole dans le Golfe persique et dans la Mer d'Oman.

Elle devra neutraliser les menaces par missiles contre les bases militaires américaines en Asie centrale et au Moyen-Orient. Elle devra interdire des actions iraniennes de stratégie indirecte en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, au Liban, à Gaza, dans le Caucase ou partout ailleurs où un chiite est susceptible de créer des emmerdes. Téhéran, de surcroît, contrôle la

côte septentrionale du détroit d'Hormuz, et la fermeture de cette route maritime au trafic des pétroliers pourrait faire s'envoler le prix du baril de pétrole jusqu'à atteindre des prix oscillant entre les 200 et 400 dollars le baril. Le même résultat serait obtenu au cas où l'Iran se vengeait des opérations de sabotage et des bombardements contre les installations pétrolières d'autres pays de la région.

C'est la raison pour laquelle la stratégie militaire d'une attaque contre l'Iran ne saurait consister en des frappes chirurgicales ou en une seule composante. Il ne peut s'agir d'autre chose que de la « Swarm Warfare », de la guerre de l'essaim et de la horde, qu'Arquilla et Ronfeld ont ré-exhumée après l'usage indépassable qu'en fit Gengis Khan. En termes modernes, cette stratégie active toutes les dimensions de la guerre - terrestre, navale, aérienne, par missiles, spatiale, virtuelle et informationnelle - sur des théâtres et à des niveaux multiples. A cette fin, il faut que l'« essaim » des diverses composantes et des actions qui se déroulent en se concentrant sur un lieu et une dimension donnés pour se transférer ensuite sur d'autres lieux et d'autres dimensions puisse, quoi qu'il en soit, interdire une quelconque réaction. Les hordes chargées de la destruction physique des cibles doivent s'intégrer et se concentrer sur les objectifs avec les hordes virtuelles des actions diplomatiques, de la guerre psychologique, ainsi qu'avec celles de la manipulation de l'information.

Ensuite, les actions militaires doivent avoir pour but de créer une urgence humanitaire qui permette à des organisations internationales d'intervenir en territoire iranien. De toute évidence, la catastrophe doit être attribuée à la responsabilité des Iraniens eux-mêmes. Dans ce domaine, y compris, tout est désormais fin prêt, ou presque, en particulier depuis l'exhortation de Kouchner. Des agences internationales et des ONG sont déjà en train de trépigner pour partir en Iran enlever le voile des femmes. Si on leur donne la possibilité d'intervenir afin de recueillir les réfugiés, de soigner les blessés, de compter les morts et mettre en place une élection par mois, ce sera la course, pour aller apporter la démocratie en Iran !

La complexité de ce scénario ne doit pas nous inciter à croire que l'on doive mobiliser des forces énormes. Les capacités de bombardement des avions israéliens et américains sont tellement élevées qu'elles peuvent détruire des objectifs multiples avec un nombre limité d'aéronefs. Les missiles de croisière qui peuvent être lancés depuis la mer sont désormais des armes technologiques qui n'ont pas besoin d'une intervention de masse pour réaliser les destructions désirées, même à grande échelle. La multiplicité des plans et des niveaux d'intervention pourrait éventuellement poser des problèmes de coordination, de commandement et de contrôle, mais rien d'exceptionnel. Les Etats-Unis et Israël collaborent entre eux depuis un demi-siècle, et les problèmes de pseudo-autorisations de pays tiers aux survols ou au transit [terrestre] de troupes sont désormais dépassés, soit par des accords politiques signés avec les pays concernés, soit par la prédisposition de ces deux puissances à ignorer les objections.

Reste la grave et importante inconnue du post-urgence. L'inconnue sur l'avenir d'un Etat d'origine et de mentalité impériales, qui se voit rétrogradé du rôle d'Etat voyou à celui d'Etat en faillite et d'aspirant au rôle de puissance régionale à celui de trou noir politique et stratégique. Reste très prégnante l'inconnue de la réaction non point tant à la défaite ou au redimensionnement des aspirations, mais à l'humiliation. Il n'est nullement exclu que ce qu'on veut à tout prix éviter, à savoir la nucléarisation de l'Iran, entièrement à démontrer et entièrement à réaliser, ne soit au contraire favorisé, grâce à l'aide de puissances extérieures, précisément par l'humiliation.

© 1999-2007 Gruppo Editoriale L'Espresso Spa.

Article original en italien, « [Operazinone Sciame di fueco](#) », 1er octobre 2007.

Traduit de l'italien par Marcel Charbonnier

*Fabio Mini, général de l'armée italienne, a été commandant en chef des forces armées de l'Otan au Kosovo jusqu'au 1er octobre 2007.*

La source originale de cet article est [L'espresso](#)  
Copyright © [Général Fabio Mini](#), [L'espresso](#), 2007

---

Articles Par : [Général Fabio Mini](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)